

Contribution de TIGF à la consultation publique relative à la modification des tarifs ATRT5 concernant les mesures transitoires avant la création d'un PEG unique et la régulation incitative des projets Val de Saône et Gascogne/Midi.

Question préliminaire : Quelle est votre analyse du fait qu'une part importante des capacités des terminaux de Fos reste inutilisée alors que, depuis avril 2014, des grandes quantités de GNL sont livrées sur certains terminaux au nord-ouest de l'Europe ?

Pas de commentaire.

Question 1 : Etes-vous favorable à la proposition des GRT concernant la modification de la règle de répartition entre Cruzy et Castillon ? Etes-vous favorable à la commercialisation de 20 GWh/j sous forme de capacités Nord-Sud fermes mensuelles et à l'utilisation des 20 GWh/j restants en moyenne pour améliorer la disponibilité des capacités interruptibles Nord-Sud ?

Oui, TIGF est favorable à ces mesures. Elles s'inscrivent dans l'objectif d'exploiter au mieux les infrastructures existantes et sont le fruit d'un travail en commun des GRT français.

TIGF souligne toutefois qu'une baisse trop importante du flux à Cruzy (moins de 1/3 du flux GRTgaz vers TIGF) augmenterait les flux sur l'Artère de Guyenne avec pour conséquence une sollicitation plus forte de la station de compression de Sauveterre dont le fonctionnement a été réglementairement limité à 60 jours. TIGF ne peut envisager une nouvelle modification de la répartition des flux qu'après la mise en service du 3ème compresseur de Sauveterre prévue fin 2017 et une nouvelle autorisation administrative abrogeant la limite de durée de fonctionnement de la station de Sauveterre.

S'agissant de la commercialisation des capacités, TIGF y est favorable et considère comme équilibrée la proposition présentée dans la consultation publique.

Question 2 : Etes-vous favorable à la proposition de GRTgaz concernant la poursuite du service de JTS cet hiver ? Etes-vous favorable à une commercialisation des capacités JTS sur la plateforme PRISMA ?

Par souci de simplicité pour le marché, une commercialisation sur PRISMA est à privilégier.

Question 3 : Etes-vous favorable au système de gaz circulant proposé par GRTgaz pour réduire l'amplitude des variations de l'interruption de la liaison Nord-Sud ? Si oui, quelle variante privilégiez-vous ?

TIGF estime que cet échange de gaz entre le Nord (stockage) et le Sud (GNL à Fos) ne peut se faire que si Fos est approvisionné pour reconstituer le stock de gaz en cuve GNL à des prix élevés.

TIGF émet des réserves quant à l'application d'un tel dispositif dans la mesure où aucune capacité additionnelle ne sera créée et que les bénéfices attendus semblent mineurs.

Question 4 : Avez-vous d'autres remarques sur les propositions de GRTgaz et TIGF pour l'optimisation des infrastructures de gaz ?

Les études conjointes qui ont été menées par les opérateurs, notamment sur la répartition des flux entre leurs interconnexions physiques, démontrent la pertinence de disposer d'un modèle de réseau partagé à la maille France pour optimiser les infrastructures.

Question 5 : Etes-vous favorable au principe d'une mise en œuvre d'un rabais tarifaire au PITTM de Fos ? Partagez-vous l'analyse de la CRE qui constate la difficulté à trouver une mise en œuvre efficace ? Avez-vous d'autres solutions à proposer ?

En l'état actuel des réflexions, TIGF n'est pas favorable à cette mesure.

Le manque de visibilité sur le mécanisme lui-même, sur les coûts associés et les gains escomptés, amène TIGF à considérer que les risques et les incertitudes sont trop grands pour une mise en œuvre à court terme de ce dispositif.

Si cette mesure devait néanmoins être implémentée, TIGF considère que ce même mécanisme devrait s'appliquer pour le rebours au VIP Pirineos.

Question 6 : Etes-vous favorable au dispositif proposé par la CRE d'un appel d'offres d'engagements de flux de l'Espagne vers la France en cas de tension importante dans le sud de la France ? Avez-vous des suggestions sur les modalités de mise en œuvre de ce dispositif ?

TIGF n'est pas favorable à ce type de mesure qui n'est pas dans le cœur de métier d'un GRT. TIGF préfère porter ses efforts sur l'optimisation du système gazier.

Question 7 : Etes-vous favorable à la régulation incitative sur les capacités additionnelles à la liaison Nord vers Sud proposée par la CRE ?

TIGF est favorable à un mécanisme de régulation incitative. Les nouvelles capacités offertes à la liaison Nord-Sud découlent directement du travail conjoint de TIGF et GRTgaz sur la modification de la clé de répartition des flux Cruzy-Castillon. TIGF demande donc que ce mécanisme de régulation incitative lui soit également appliqué.

Question 8 : Etes-vous favorable à la baisse du tarif régulé des capacités mensuelles à la liaison Nord vers Sud ?

TIGF y est favorable et estime que cela permet à petite échelle d'optimiser l'apport de gaz au sud.

Question 9 : Etes-vous favorable à l'extension au projet Gascogne-Midi de la régulation incitative applicable au projet Val de Saône ?

TIGF demande que la régulation incitative soit adaptée en fonction du degré de maturité des projets, il n'est pas acceptable que la fourchette de tolérance +/- 10% sur le budget cible soit identique pour un projet en phase d'avant-projet et un projet en fin d'étude préliminaire dont la précision de l'estimation budgétaire n'est que de +/- 30%. Dans un souci d'équité, TIGF propose que le budget cible pris en compte pour la régulation incitative soit égal au budget de l'étude préliminaire majoré de 10%.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'attribution d'une prime pour inciter les GRT à mettre en service les projets Val de Saône et Gascogne-Midi en 2018 ? Si oui, quel montant vous semblerait devoir être retenu ?

Oui, TIGF est favorable à une prime pour une mise en service du projet Midi-Gascogne anticipée en 2018.

Cependant, son calcul, proposé par la CRE, sur la base du bénéfice estimé apporté au marché est hypothétique et invérifiable et ne correspond pas aux efforts financiers que seraient amenés à faire les GRT pour mobiliser des moyens supplémentaires pour terminer leurs projets dans les délais.

TIGF propose que la prime soit suffisamment incitative et proportionnelle aux moyens à mobiliser pour atteindre les objectifs de délai, soit 10% du budget cible.

Enfin, TIGF souligne que pour que cette mesure soit pleinement incitative, il faut distinguer ses conditions de mise en application pour chacun des deux GRT. Dans le cas contraire en effet, un GRT n'aurait plus d'incitation dès lors que le projet de l'autre prendrait du retard.

Question 11 : Avez-vous d'autres remarques ?

Projet Midi-Gascogne :

Les récentes études de TIGF confirment la nécessité de construire la canalisation Lussagnet Barran en DN 900. Cela apportera une meilleure fluidité des échanges transversaux (Est-Ouest et Ouest-Est), point faible du système gazier français actuel qui ne dispose pas de transversales de capacité suffisante.

La fluidité apportée par un DN 900 libère des capacités physiques à la liaison Nord-Sud nécessaires dans le cadre du PEG Unique et offre un potentiel pour des développements futurs (augmentation du rebours pour alimenter le Sud-est de la France, augmentation des importations de gaz depuis l'Espagne).

Enfin, le choix du DN 900 semble également être privilégié par les acteurs de marché qui ne comprendraient pas que l'opportunité de concilier, à moindre coût, des impératifs nationaux et européens ne soit pas saisie par la France.